

Bernard ISTRIA
Commissaire Enquêteur

**Enquête publique sur la demande d'autorisation environnementale en vue de
l'extension et de la modification des conditions d'exploitation et de remise en état
d'une carrière sise à Pointe du Hourdel à CAYEUX-SUR- MER
présentée par la Société GSM**

**Période d'enquête du 19 avril au 19 mai 2021
Soit une période de 31 jours consécutifs**

Prescrite par arrêté préfectoral du 23 mars 2021



AVIS ET CONCLUSIONS

**Etabli par le commissaire-enquêteur désigné par
Décision n° E20000101 / 80 du 5 novembre 2020 de
Madame le Président du Tribunal administratif d'Amiens**

SOMMAIRE

1.	Objet de la demande.....	3
1.1	Nature de la demande	3
1.2	Objet de la demande	3
2 .	Avis motivé du commissaire-enquêteur	4
2.1	Sur la régularité de la procédure.....	4
2.2	Sur le dossier	4
2.3	Sur le contenu du projet.....	4
2.4	Sur l'avis de l'autorité environnementale	5
2.5	Sur la participation du public.....	5
2.6	Sur les avis des collectivités	6
3	Conclusion du commissaire-enquêteur	6

AVIS ET CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE-ENQUETEUR

1. OBJET DE LA DEMANDE

1.1. NATURE DE LA DEMANDE

Par courrier du 24 juin 2019, M. Ludovic LEGAY, directeur de secteur Picardie de GSM a sollicité l'autorisation de mettre en œuvre les dispositions détaillées ci-après concernant la carrière de sable, graviers et galets, que la Sté exploite à la Pointe du Hourdel sur la Commune de Cayeux-sur-Mer dans le département de la Somme, Région Hauts-de France. Le siège social de la Société GSM est situé à Guerville (78) aux « Technodes » -; elle est inscrite au registre du commerce sous le numéro 572 165 652 01153.

La Société GSM exploite cette carrière depuis 1982 permettant la mise en valeur d'une ressource minérale naturelle d'origine marine, rare et reconnue au niveau national : le galet de silex qui présente des caractéristiques physico-chimiques exceptionnelles avec une teneur en silice de + de 98%.

La carrière est actuellement réglementée pour ses activités de carrière (rubrique ICPE 2510) et ses installations de traitement (rubrique ICPE 2515) :

L'exploitation de la carrière a été autorisée par Arrêté préfectoral du 26 avril 2011 sur une surface d'environ 97 ha, pour un volume d'extraction de 350 000 tonnes maximum et une durée de 17 ans ; les installations de traitement sont autorisées par Arrêté préfectoral du 26 février 2003 sans limitation de durée.

1.2. OBJET DE LA DEMANDE

La demande d'autorisation environnementale porte sur une superficie totale de projet de 114 ha 00 a 91 pour une durée de 19 ans et un volume d'extraction de 350 000 tonnes maximum.

La Société GSM a déposé le 24 juin 2019, en Préfecture de la Somme, un dossier de demande d'autorisation environnementale ; elle a répondu à une demande de complément de dossier par courrier en date du 5 août 2020.

Cette demande porte sur les points suivants :

- Une demande de prolongation de l'autorisation d'exploiter actuellement en vigueur pour une durée de 19 ans (soit jusqu'en 2039 ou 2040);
- L'extension de l'exploitation pour une zone d'extraction supplémentaire de 12 ha au lieudit « La Barge et de 14 ha sur le secteur de l'étang de pêche communal et de l'ancienne carrière SILMER ;
- L'accueil de déchets inertes dans le cadre de la remise en état de l'extension sollicitée, et notamment des sédiments, dans le cadre de l'article 12-3 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié ;
- La modification des conditions de remise en état, portant notamment sur les pentes des berges du bras sableux et l'altimétrie pour la berge de la façade littorale ;
- La cessation partielle d'activité sur 13 parcelles (53 344 m²) situées aux lieux-dits « Les Granets » et « L'Amarrage » ;
- Une demande de dérogation à la bande périphérique de 10 m en limite de périmètre autorisé ;
- Une dérogation à l'utilisation d'aires étanches entourées d'un caniveau et reliées à un point bas étanche.

2. AVIS MOTIVE DU COMMISSAIRE-ENQUETEUR

2.1. SUR LA REGULARITE DE LA PROCEDURE

Le commissaire-enquêteur a constaté le respect des obligations réglementaires concernant la préparation et le déroulement de l'enquête, notamment sur les points suivants :

- La publicité de l'enquête : Elle a été réalisée conformément à la réglementation en vigueur : la publication légale a été assurée dans deux journaux de la presse locale, le Courrier Picard et Picardie la Gazette ainsi que par un affichage de l'avis d'enquête sur le panneau extérieur des mairies de CAYEUX-SUR-MER, LANCHERES et PENDE . La Société GSM a procédé, dans les mêmes conditions de délai et de durée à l'affichage de l'avis sur les lieux prévus pour la réalisation de son projet.
- La mise à disposition du public des pièces du dossier : Toute personne qui le souhaitait pouvait prendre connaissance du dossier aux heures habituelles d'ouverture au public de la mairie de CAYEUX-SUR-MER, siège de l'enquête et/ou sur le site internet de la préfecture de la Somme ;
- Présentation des observations du public : Le public avait la possibilité de porter ses observations sur le registre mis à disposition à la mairie de CAYEUX-SUR-MER ou par messagerie électronique : pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr
- La clôture de l'enquête : A l'issue de l'enquête, le commissaire-enquêteur a pris en charge le registre d'enquête le mercredi 19 mai à 17h00 et l'a clôturé à la suite.
- Le procès-verbal des observations : Le commissaire-enquêteur a remis en mains propres le procès-verbal des observations au porteur du projet le 25 mai 2021 ;
La réponse au procès-verbal des observations : La Société GSM a transmis un mémoire en réponse dans les délais requis soit le 4 juin 2021

2.2. SUR LE DOSSIER

Le dossier soumis à enquête publique a été décrit et analysé dans le rapport d'enquête joint aux présentes conclusions.

Le commissaire-enquêteur constate que le dossier comprend les pièces prévues par la réglementation en vigueur.

Les notices non techniques permettaient au public d'avoir une bonne compréhension du projet.

Dans l'ensemble le dossier d'enquête est de bonne facture et montre clairement quels sont les enjeux et les raisons de cette demande ; le dossier est globalement bien illustré par de nombreuses cartes et graphiques ce qui en facilite la compréhension.

Le commissaire-enquêteur a particulièrement apprécié le tableau récapitulatif des incidences résiduelles du projet sur les différents milieux (physique, milieu naturel, humain, santé, paysage et patrimoine). Il reprend les impacts éventuels du projet pour chacun de ces milieux et en précise pour chacun d'entre eux les mesures qui seront prises pour limiter, réduire ou compenser les impacts.

2.3. SUR LE CONTENU DU PROJET

Les différents points de la demande :

- Demande de prolongation reprenant la quasi-totalité du périmètre actuel hormis deux zones situées au sud-est du site (lieux-dits « Les Granets et « l'Amarrage »
La reprise des plans d'eau déjà exploités permettront une valorisation la plus complète du gisement ;

- Une demande d'extension de l'exploitation avec un ajout de 12 ha sur les lieux-dits « La Barge », « Les Terres à Raques » et « L'Amarrage » et la reprise des terrains d'une ancienne carrière SILMER et d'un plan d'eau de pêche communal
Cette demande tient compte de la présence au sud du site actuel d'un gisement exploitable de l'ordre de 1 000 000 tonnes, Cette zone permettra à GSM d'exploiter au mieux la ressource disponible dans le secteur. Après exploitation, la zone d'extension sera réaménagée pour un usage agricole
- Une demande de modification des conditions d'exploitation
- L'accueil des remblais externes : Le process de remblaiement avec des matériaux de provenance externe au site est clairement défini
- Une demande de mise à l'arrêt partiel pour 13 parcelles (53 344 m2)
- Une modification des conditions de remise en état, portant notamment sur les pentes des berges du bras sableux et l'altimétrie pour la berge de la façade littorale ;
- La cessation partielle d'activité sur 13 parcelles (53 344 m2) situées aux lieux-dits « Les Granets » et « L'Amarrage » ;
GSM n'interviendra plus sur ces zones, excepté pour le passage de la drague du plan d'eau en façade littorale vers les zones d'exploitation au sud du chemin CH1. GSM exclut, ainsi, cette zone de la demande actuelle présentée dans le présent dossier
- Une demande d'adaptation en ce qui concerne une partie de la bande périphérique des 10 m en limite du périmètre autorisé :
Cette demande d'adaptation concerne une bande de protection de 10 mètres du fait de l'intégration des bandes de protection dans la surface rétrocédée à la commune pour assurer une bonne tenue du chemin reconstitué conformément à l'arrêté préfectoral du 21/03/2005. Elle concerne également la bande de protection de 10 mètres du fait de la création d'un plan d'eau continu avec celui déjà existant créé par l'exploitation de l'entreprise SILMER (cela était déjà autorisé par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2005
- Une demande d'adaptation pour l'utilisation d'aires étanches « entourées d'un caniveau et reliées à un point bas étanche » ; au profit de matériels et aménagements adaptés à la situation et garantissant la prévention des pollutions,

2.4. SUR L'AVIS DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE

Le pétitionnaire apporte des réponses à l'ensemble des observations et recommandations de l'autorité environnementale.

La société GSM, dans son mémoire en réponse à l'avis de la MRAE, est revenue sur chacune des observations et recommandations émises ; elle a apporté des éclaircissements, des précisions, des compléments d'explication, des réponses qui me semblent pertinentes et recevables.

2.5. SUR LA PARTICIPATION DU PUBLIC

L'enquête publique s'est déroulée dans les meilleures conditions possibles, aucun incident n'est à signaler.

Onze observations ont été portées au registre.

Les observations et/ou réflexions des riverains portent notamment sur :

- Les impacts environnementaux de l'extension de la carrière (faune, flore) ;
- L'incidence sur l'utilisation des pistes cyclables, chemins piétonniers, etc.. ;
- La fragilisation de la Route Blanche induite par l'extension ;
- La demande de dérogation de la bande de 10m ;
- La profondeur d'extraction ;

- La remise en état du site ;
- La nécessité de l'activité de la Sté GSM pour la poursuite de l'activité de la Société SILMER et VANNOBEL ;
- L'allègement de la charge des collectivités
- Le rôle prépondérant des industriels et carriers pour le rechargement dans le dispositif de protection de la digue ;
- Sur l'allègement de la charge financière de la collectivité pour assurer la protection des personnes et des biens du territoire des Bas-Champs.

2.6. SUR LES AVIS DES COLLECTIVITES

Seule la commune de CAYEUX SUR MER a déposé une délibération (favorable au projet)

3. CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE- ENQUETEUR

Je constate que cette enquête s'est déroulée dans des conditions satisfaisantes, et dans les conditions fixées par la législation en vigueur et conformément à l'arrêté préfectoral du 23 mars 2021.

Considérant :

- Que la demande de prolongation a les mêmes impacts qu'actuellement et que la demande d'extension concerne principalement des parcelles qui seront rendues à leur usage agricole après leur remise en état ;
- Que la production moyenne fixée à une moyenne de 280 000 t/an est identique à celle constatée sur les précédentes années d'exploitation ;
- Que l'arrêt de la zone située aux lieux-dits « Les Granets » et « L'Amarrage » est cohérente avec l'exploitation du site ;
- Que le réaménagement des berges a fait l'objet d'études prenant en compte la stabilité des berges ;
- Que la prolongation, la création du bras sableux augmentent fortement le linéaire de berges, favorable à la biodiversité ;
- Que l'impact environnemental est faible et que le projet permettra un maintien voire un renforcement de l'intérêt écologique global préexistant des milieux naturels permettant leur préservation durant l'exploitation du site (balisage notamment)
- Que la remise en état proposée par GSM inclut des actions de réaménagement qui permettent la réimplantation de différents milieux et modes d'occupation des sols (Les zones humides identifiées ont été exclues de la zone d'extraction afin d'éviter leur destruction)
- Que l'incidence sur l'activité agricole reste limitée à la disparition temporaire d'une surface réduite (3 à 4 ha) de terres agricoles pendant l'exploitation (décapage, extraction, remblayage, réaménagement). L'incidence résiduelle sur l'agriculture est donc très faible ;
- Que Les enjeux environnementaux majeurs du projet ont bien été identifiés
- Que les mesures proposées par l'exploitant répondent à l'ensemble des problématiques de manière satisfaisante et sont bien pris en compte dans la construction du projet ;
- Que le projet n'a aucune incidence sur la fragilisation de la RD 102 « ex route blanche » ;
- Que l'entreprise GSM est un maillon indispensable et vital à la pérennité des Sociétés SILMER et VANNOBEL qui en dépendent ;
- Que l'entreprise GSM participe à la protection des biens et des personnes à l'échelle des Bas-Champs de Cayeux-sur-Mer par un retour d'environ 55 000 tonnes/an de galets et qu'elle répond au besoin de rechargement de la digue ;

- Que le galet fait partie du patrimoine local et que la valeur de ce gisement est reconnue par l'Etat français qui a institué « une zone spéciale de carrière de galets de silex »
- Que Le site classé du Hourdel et du cap Hornu reconnaît la valeur patrimoniale de ce gisement et la nécessité de laisser la possibilité à cette carrière de s'étendre en intégrant les extensions possibles directement dans son plan de gestion et que la demande de GSM en reprend les préconisations ;

Considérant également les avis favorables de la Commission Départementale de la Nature des Paysages et des Sites de la Somme, du Ministère de la Transition Energétique, de la commission Locale de l'Eau du SAGE Somme aval et cours d'eau et du Conseil municipal de la ville de Cayeux sur Mer

En conclusion

Compte tenu de tout ce qui précède et après avoir analysé le dossier d'enquête, les réponses apportées par l'entreprise GSM aux observations et recommandations de l'autorité environnementale, aux observations du public et aux réponses apportées aux questions du commissaire-enquêteur,

J'émet un avis favorable sans réserve sur les différents points qui concernent cette demande de la société GSM.

Fait à Salouël, le 16 juin 2021
Le commissaire-enquêteur



Bernard ISTRIA